

La RussAfrique à l'épreuve de la guerre

Thierry VIRCOULON

► Points clés

- Le premier sommet Russie/Afrique en 2019 avait officialisé le retour de la Russie sur le continent. Ce second sommet va être un test crucial pour la RussAfrique qui est mise à l'épreuve aux plans militaire, diplomatique et économique par la guerre en Ukraine.
- La communication diplomatico-médiatique russe cible les pays africains depuis le début de la guerre et repose sur des arguments historique, politique, idéologique et de coopération. Elle s'est intensifiée pour la préparation du second sommet car le Kremlin doit réunir autant de présidents et de chefs de gouvernement africains qu'en 2019 afin de montrer qu'il n'est pas isolé sur la scène internationale.
- Les promesses d'investissements et d'échanges commerciaux du premier sommet ne se sont pratiquement pas concrétisées et le choc de la guerre s'est traduit par un recul des acteurs économiques russes en Afrique. Ainsi, au-delà de la démonstration d'influence diplomatique, le second sommet risque d'être une répétition des contrats d'apparat et des promesses vides du premier sommet.
- Ce second sommet peut aussi fournir une nouvelle occasion pour développer la face obscure de la RussAfrique, soit en négociant des transactions secrètes pour contourner les sanctions internationales.

La RussAfrique à l'épreuve de la guerre

Après le premier forum d'affaires russo-africain en 2011, le sommet Russie/Afrique de Sotchi en 2019 qui avait réuni 43 des 54 chefs d'État et de gouvernement africains avait officialisé en grande pompe le retour de la Russie sur le continent. Précédé par une intense préparation diplomatique, le second sommet Russie-Afrique doit avoir lieu à Saint-Pétersbourg et va, cette fois-ci, faire figure de test crucial pour la RussAfrique. La guerre en cours l'a, en effet, mise à l'épreuve aux plans militaire, diplomatique et économique. Militairement, la puissance russe sort diminuée de sa confrontation avec l'armée ukrainienne qu'elle est incapable de vaincre depuis plus d'un an. Diplomatiquement, la Russie a été mise en minorité à plusieurs reprises aux Nations unies et des gouvernements africains ont tenté sans succès de jouer un rôle de médiateur.¹ Économiquement, le conflit a un effet inflationniste qui handicape les pays les plus pauvres et complique l'approvisionnement en céréales (l'accord céréalier de la mer Noire récemment remis en cause par Moscou)². Dans ce contexte, le nouveau sommet Russie-Afrique va être l'occasion de tester la solidité des alliances formelles et informelles tissées par le Kremlin ces dernières années en Afrique et de voir comment elles évoluent face aux tensions générées par la guerre russo-ukrainienne.

La RussAfrique

Si la coopération militaire et les ventes d'armes constituent l'assise structurelle de la RussAfrique, le sommet de Sotchi a mis l'accent sur le développement des relations économiques³.

Au cours des dernières années, les autorités russes ont signé des accords de défense avec une vingtaine de pays (Cameroun en 2015 avec un renouvellement en 2022, Centrafrique 2018, Mali 2019, Congo 2019, Madagascar 2018, Éthiopie 2021, etc.). Ces accords prévoient généralement la formation d'officiers à Moscou, la livraison de matériels militaires, la maintenance d'équipements déjà en dotation, des exercices militaires communs, la lutte contre le terrorisme et la piraterie maritime en fonction de la situation des pays et de leurs préoccupations. Par exemple, le partenariat sécuritaire entre la Russie et le Nigeria porte sur la lutte contre le groupe djihadiste Boko Haram. Des militaires nigériens ont été envoyés en Russie pour s'y entraîner, tandis que l'agence russe chargée des exportations d'armes leur livrait, en 2016 puis en 2018, une douzaine d'hélicoptères d'attaque. De même, le rapprochement avec l'Égypte en 2013, après le coup

1. Le président du Sénégal s'est rendu à Moscou en juin 2022 en tant que président de l'Union Africaine et une délégation de gouvernements africains s'est rendue à Kiev et à Moscou en juin 2023.

2. Cet accord a été négocié en juillet 2022 entre Kiev et Moscou sous l'égide de l'ONU et de la Turquie pour permettre l'exportation des céréales d'Ukraine par la mer Noire. Il n'a pas été reconduit en juillet 2023.

3. I. jr Dia, « À Sotchi, la Russie veut libérer le potentiel du commerce en Afrique », *Financial Afrik*, 29 octobre 2019.

d'État militaire du maréchal Abdel Fattah Al-Sissi, s'est manifesté par des ventes d'armes (avions, système de défense, etc.) et une relance de la coopération militaire. Les marines de guerre russe et égyptienne ont notamment conduit, en octobre 2020, des exercices communs en mer Noire. Cette coopération sécuritaire a également inclus le déploiement du Groupe Wagner et de l'Internet Research Agency (IRA) détenus par Evguéni Prigozhin, et engagés dans des opérations de combat, des activités de formation et de soutien sécuritaire, ainsi que des actions informationnelles (Centrafrique, Libye, Mali, Mozambique, Soudan, Madagascar et sûrement plusieurs autres).

Mais si Moscou a privilégié la dimension sécuritaire de son partenariat avec les pays africains, il s'est aussi efforcé de développer une dimension économique. Outre les ventes de blé et d'engrais, la Russie s'est orientée vers des secteurs tels que le nucléaire civil, les hydrocarbures et les mines. Certes, le gouvernement russe a échoué à relancer le programme nucléaire civil sud-africain à cause du départ contraint du président Jacob Zuma en 2018. Ce dernier, en sa qualité d'ancien responsable des renseignements de l'ANC, avait entretenu des contacts étroits avec le KGB durant les années de lutte contre l'apartheid. Mais cela n'a pas ralenti l'effort africain de Rosatom qui a multiplié les projets sur le continent :

- accords avec des pays primo-accédants sur la mise en place de filières en Zambie, au Soudan, au Zimbabwe et au Rwanda ;
- accord de 25 milliards de dollars pour construire la première centrale nucléaire égyptienne signé en 2018 ;
- pourparlers avec l'Éthiopie pour construire une centrale nucléaire ;
- discussion au Burundi en 2023.

Dans le secteur minier, la société d'exploration russe Rosgeo a signé en 2019 des protocoles d'entente avec la Guinée équatoriale, le Sud-Soudan et le Rwanda et plusieurs sociétés russes ont développé des mines en Afrique depuis 2014. Outre l'implantation historique du producteur d'aluminium russe Rusal en Guinée, d'autres grandes compagnies russes ont investi depuis dans des projets miniers en Guinée et au Burkina Faso (l'extracteur d'or Nordgold), au Soudan (le projet d'extraction d'or « Kush »), en Namibie (création d'une filiale de Rosatom, Uranium One) et au Zimbabwe (Vi Holding). Dans le secteur pétrolier, plusieurs projets parfois appuyés par la Banque de développement de l'État russe VEB ont aussi vu le jour au Congo-Brazzaville (projet d'oléoduc), au Maroc (financement d'une raffinerie), etc.

Lors du sommet de Sotchi, le souhait de développer le commerce entre l'Afrique et la Russie a conduit à un accord de 5 milliards de dollars entre la Sberbank, le plus grand prêteur russe, VEB, le Centre d'Exportation Russe et Gemcorp Capital, société d'investissement basée à Londres, pour créer un mécanisme de soutien aux exportations.

Ce partenariat devait stimuler les exportations en octroyant une aide financière pour la livraison de produits russes à des pays africains comme l'Angola, l'Éthiopie, le Mozambique et le Zimbabwe et en conseillant les exportateurs russes dans des secteurs tels que les produits agricoles, les engrais et les produits médicaux. Toujours lors du sommet de Sotchi, les autorités russes avaient même démontré leur intérêt pour la rénovation du réseau ferroviaire à l'abandon depuis des décennies en République démocratique du Congo (RDC) ⁴.

Échanges économiques et investissements

Les promesses de Sotchi ne se sont pas concrétisées⁵ et le choc de la guerre s'est traduit par un recul des acteurs économiques russes en Afrique. Avant même le déclenchement des hostilités en Ukraine, les retombées des innombrables accords afro-russes se faisaient attendre au point qu'on pouvait les qualifier de « contrats d'apparat ». En Namibie, les accords de coopération avec la Russie ont été des promesses vides⁶ ; en Ouganda, l'annonce de la construction d'une raffinerie en 2018 par une filiale du conglomérat de défense russe Rostec n'avait pas été suivi d'effet ; et, en RDC, le faramineux et illusoire projet de rénovation du réseau ferroviaire pour 500 millions de dollars a été oublié sitôt signé.

Les sanctions économiques déployées par les Européens et les Anglo-Saxons ont contrarié les ambitions africaines de plusieurs grandes sociétés russes. Outre le fait de rendre les compagnies russes infréquentables, les sanctions restreignent leur accès aux financements internationaux cruciaux pour le développement de certains projets. Ainsi les visées russes sur le secteur pétrolier d'Afrique sub-saharienne sont en grande partie compromises alors même que les ventes de pétrole russe en Afrique augmentent. Second producteur de pétrole en Russie, la compagnie Lukoil avait commencé à s'intéresser à ce secteur avant le conflit en se positionnant sur des projets d'exploration. Entrée en Côte d'Ivoire en 2006, elle avait tenté sans succès d'acquérir des droits dans le gisement offshore de Sangomar au Sénégal mais y était parvenue au Ghana, Nigeria, Cameroun et République du Congo. En 2018, Lukoil a créé une filiale au Nigeria (Lukoil Company Nigeria Ltd.) et un ambitieux accord pétrolier avait été signé entre les deux pays lors du sommet de Sotchi. En 2019, elle a aussi signé un accord d'entente avec la Guinée Equatoriale pour des projets d'exploration et de production et un autre accord pour construire un oléoduc en République du Congo. Si cette expansion africaine n'a pas

**Les ventes de
pétrole russe en
Afrique
augmentent**

4. « Investissement russe dans le rail en RD Congo : 'la facture est monstrueuse' », France 24, octobre 2019.

5. Les échanges commerciaux étaient de 2,8 milliards de dollars US en 2011, 8 en 2018 et 14 en 2020.

6. S. El Obeid, J. Mendelsohn, « Namibia's Fair-Weather Friends and One All-Weather Friend », *Études de l'Ifri*, septembre 2021.

toujours été couronnée de succès (désengagement de Côte d'Ivoire en 2016, échec sur le projet Sangomar au Sénégal en 2020), elle est maintenant contrariée par les sanctions, qui sont aussi un bon prétexte pour geler des projets irréalistes. Lukoil se retire du projet au Ghana, voit le développement du projet au Cameroun retardé et semble avoir abandonné le projet d'oléoduc au Congo-Brazzaville. En revanche, dans ce pays, la compagnie russe poursuit son partenariat avec la société pétrolière italienne ENI pour exploiter le projet offshore Marine XII. Étant entré dans les gisements du golfe de Guinée grâce à des partenariats avec des sociétés européennes et anglo-saxonnes, Lukoil voit sa position fragilisée : elle est désormais un partenaire problématique à capacité financière limitée. Rosneft, l'autre société pétrolière russe présente en Afrique sub-saharienne, n'a qu'un seul projet de développement au Mozambique, en partenariat avec ExxonMobil, Qatar Energy et ENI. Paradoxalement, les investissements russes dans le secteur pétrolier africain diminuent tandis que le pétrole russe s'écoule de plus en plus sur le marché africain en raison de son prix compétitif. Sur ce marché, la Russie devient de moins en moins un investisseur et de plus en plus un fournisseur⁷.

Dans le secteur minier africain, l'expansion des compagnies russes est aussi entravée. Si certaines d'entre elles poursuivent leurs activités (Rusal dans la bauxite en Guinée, Renova dans le manganèse en Afrique du Sud), d'autres ont abandonné leurs

La Russie devient de moins en moins un investisseur et de plus en plus un fournisseur

projets (Vi Holding dans le platine au Zimbabwe en 2022, Nordgold au Burkina Faso)⁸ ou ont dû réorganiser leur circuit de production (Nordgold fait désormais raffiner l'or extrait de ses mines en Guinée aux Émirats Arabes Unis et non plus en Suisse). Bien que détentrice de plusieurs mines au Burkina Faso, Nordgold semble sur le point de quitter le pays où elle subit la triple pression des sanctions, des exigences financières du gouvernement et de la guerre en cours. En 2022, elle a ainsi dû fermer sa mine de Tarpako en raison de l'insécurité et a acquis, à la fin de l'année, la concession aurifère de Yimiougou, au nord de Ouagadougou. Mais des rumeurs de départ du Burkina Faso circulent depuis le début 2023. De même, des doutes planent désormais sur la capacité de la compagnie russe Alrosa à participer au développement de la mine de diamants de Catoca en Angola dans le cadre d'un partenariat avec la compagnie d'État angolaise Endiama. En Namibie, le gouvernement a stoppé le lancement des activités de la filiale minière de Rosatom, Uranium One, pour des raisons environnementales et l'affaire est pendante devant la justice namibienne⁹. Si les compagnies minières russes sont parvenues à poursuivre leurs activités sur le continent, leur expansion est désormais très compliquée.

7. R. Griffin, C. Mitchell, « Russian oil product flows to Africa jump following Western sanctions », S&P Global Commodity Insight, 4 juillet 2023.

8. K. K. Klomegah, « Russia Abandons Zimbabwe's Biggest Platinum », *Eurasia Review*, 11 juin 2022.

9. « Uranium One seeks review of Govt's refusal of exploration drilling permits », *The Brief*, 17 mars 2023.

La seule exception notable se trouve en Afrique du Nord avec le grand projet nucléaire égyptien. L'inauguration du lancement de la construction de la centrale nucléaire a, en effet, eu lieu le 29 juillet 2022¹⁰. Le chantier, estimé à environ 25 milliards de dollars, devrait s'achever en 2029 et est financé à hauteur de 85 % par un prêt de l'État russe. Si la poursuite de ce contrat est facilitée par son importance pour l'Égypte et le fait que l'État russe soit le principal bailleur, des doutes subsistent sur la capacité financière de Moscou d'honorer cet engagement pharaonique.

Les zones d'ombre de la RussAfrique

La position dominante de la Russie sur le marché de l'armement africain risque d'être remise en cause. Représentant 44 % du marché pour la période 2017-2021¹¹, l'industrie russe de l'armement est fortement sollicitée par le conflit, ce qui risque de contraindre ses exportations¹². S'il n'est pas impossible que la Russie ait livré des armes à l'Afrique du Sud en décembre 2022, les États-Unis soupçonnent qu'il s'agissait en fait d'une livraison dans l'autre sens¹³. Cela indiquerait une inversion du commerce dû au besoin russe d'armements conventionnels. Cependant, les livraisons d'armes constituent un des vecteurs majeurs de l'influence russe et le Kremlin peut aussi souhaiter conserver ce vecteur à tout prix. Son allié malien a ainsi reçu des équipements militaires en 2022 et 2023¹⁴. En tout état de cause, l'opacité des exportations russes ne permet pas d'avoir des statistiques pour 2022 mais un déclin des parts de marché de la Russie pourrait profiter à la Chine¹⁵.

La RussAfrique comporte aussi sa part de transactions secrètes. Elle peut permettre de contourner les sanctions internationales et de s'approvisionner en armes. En plus de l'Afrique du Sud, le Mali est aussi soupçonné de contribuer à l'approvisionnement en

**Le Mali est soupçonné
de contribuer à
l'approvisionnement en
armes de la Russie.**

armes de la Russie. Le Mali lui réexporterait des armes acquises officiellement pour son armée¹⁶. Par ailleurs, le lancement de la cryptomonnaie centrafricaine en 2022 (le sangocoin) a coïncidé avec le souhait de Moscou d'utiliser les cryptomonnaies pour ses paiements

10. R. Mahmoud, « Russian company begins construction at Egypt's first nuclear power plant », *Al Monitor*, 29 juillet 2022.

11. P. D. Wezeman, A. Kuimova, S. T. Wezeman, « Trends in international arms transfers 2021 », SIPRI, mars 2022.

12. J. Detsch, « Ukraine Has Ground Down Russia's Arms Business », *Foreign Policy*, 10 janvier 2021.

13. C. Bargelès, « Washington accuse l'Afrique du Sud de fournir des armes à la Russie », *Les Echos*, 12 mai 2023.

14. « Le Mali reçoit de nouveaux aéronefs militaires de la Russie et de la Turquie », *Jeune Afrique*, 17 mars 2023.

15. J. Nyabiage, « Will Russia's Focus on Resupplying Troops in Ukraine Open an Arms Export Door for China in Africa? », *SCMP*, 6 février 2023.

16. « Washington soupçonne Wagner de se servir du Mali pour s'armer en Ukraine », RFI, 23 mai 2023.

internationaux¹⁷ et le Groupe Wagner s'est illustré dans la création de réseaux de contrebande d'or dans plusieurs pays africains¹⁸. Par ailleurs, privé d'accès aux marchés européens et anglo-saxons, Moscou cherche d'autres clients pour son pétrole, son blé et ses engrais. Depuis le début du conflit, il prospecte le marché africain : certaines livraisons de blé ont été signalées sur le continent et les achats de pétrole russe à bas prix se multiplient¹⁹.

Consolider la RussAfrique : un activisme diplomatique intense

Dès le début du conflit en Ukraine, la Russie a intensifié sa communication diplomatico-médiatique en Afrique, notamment via les réseaux sociaux. Facebook est le canal préféré de communication des ambassades russes en Afrique. Ces pages relaient tous les discours officiels de Moscou. Certaines ambassades ont des comptes YouTube. L'ambassade de Russie au Ghana est la seule à posséder un compte Rutube (le YouTube russe). Enfin, la plupart des ambassades ont aussi une messagerie Telegram. Dès le premier jour du déclenchement de « l'opération militaire spéciale », une allocution du président Poutine aux ressortissants russes a été publiée sur tous les murs Facebook des ambassades de Russie. Par ailleurs, depuis le début de la guerre, les officiels russes parcourent le continent. Après avoir visité l'Égypte, le Congo-Brazzaville, l'Ouganda et l'Éthiopie en 2022, Sergei Lavrov, le ministre des Affaires étrangères russe, s'est rendu en Angola, Érythrée, Eswatini, Kenya, Burundi, Mozambique, Mali, Mauritanie, Afrique du Sud et Soudan rien que pendant la première moitié de 2023²⁰. D'autres personnalités russes participent aussi à cet intense ballet diplomatique telles que Oleg Ozerov, ambassadeur itinérant qui dirige le Forum de partenariat Russie-Afrique, Mikhail Bogdanov, vice-ministre des Affaires étrangères, représentant présidentiel spécial pour le Moyen-Orient et l'Afrique et la présidente du Conseil de la Fédération (Chambre haute de l'Assemblée fédérale), Valentina Matvienko, qui a effectué plusieurs déplacements sur le continent. Enfin des réseaux d'influence plus officieux sont aussi mobilisés en Afrique : par exemple des délégations de l'Église orthodoxe se sont rendues au Kenya, au Burundi, au Congo-Brazzaville, etc. Le forum interparlementaire Russie-Afrique qui s'est tenu à Moscou le 19 et 20 mars 2023 a été la grande répétition du second sommet²¹.

17. « Paiements internationaux : Moscou envisage d'autoriser les cryptomonnaies pour contourner les sanctions », *La Tribune*, 27 mai 2023.

18. T. Vircoulon, J. Stanyard, J. Rademeyer, *La zone grise : l'engagement militaire, mercenaire et criminel de la Russie en Afrique*, GITOC, février 2023.

19. « Moscou approvisionne Bamako en blé à prix cassé », *Africa Intelligence*, 18 juillet 2023, et « Ces pays africains importent désormais massivement du pétrole russe », *Africa Press*, 10 juillet 2023.

20. M. Bartosiewicz, « Russian Diplomacy is More Active in Africa than ever », Centre for Eastern Studies (OSW), 9 juin 2023.

21. Voir la 2^e conférence parlementaire Russie-Afrique, Sputnik, disponible sur : www.facebook.com.

La communication diplomatique russe vise à la fois à justifier « l'opération militaire spéciale », à contrer la « propagande occidentale » et à rallier les gouvernants africains à sa vision du monde. Pendant les premières semaines du conflit, cette communication expliquait que « l'opération militaire spéciale » avait pour objectif de libérer, à leur demande, les peuples des républiques de Donetsk et de Lougansk soumis à la menace des « néo-nazis ukrainiens » depuis 2014. De même la plateforme WaronFakes.com (un soi-disant site de fact-checking russe créé dans le cadre de la guerre de l'information qui se joue sur les réseaux sociaux) est diffusée sur la plupart des pages Facebook des ambassades de Russie où la langue anglaise est officielle. Pour rallier les gouvernants africains à sa cause, Moscou martèle un discours à argumentaires multiples :

L'argument historique

L'Afrique et la Russie ont historiquement de bonnes relations. À l'inverse des Occidentaux, les Russes ne sont pas des colonisateurs mais des libérateurs ou des partenaires « traditionnels », « fiables » et « amicaux » qui se sont toujours positionnés contre la colonisation. D'ailleurs, les ambassades de Russie ne manquent jamais de féliciter ou de célébrer une fête d'indépendance. Le souvenir mythifié de Pouchkine, originaire d'Abyssinie et « descendant d'un esclave devenu général » est invoqué lors du Russian Language Day le 6 juin. Le Mandela's Day (18 juillet) est aussi l'occasion de rappeler aux Africains anglophones le soutien de la Russie dans la lutte contre l'apartheid. La communication digitale a été particulièrement active pour l'Africa Day (25 avril), jour anniversaire de la création de l'Union africaine. En 2022, les ambassades de Russie avaient célébré ce jour à leur manière, en ordre dispersé. Seul le discours de Vladimir Poutine publié sur la quasi-totalité des pages Facebook donnait une certaine unité à ce jour. En 2023, un clip vidéo collectif avec une vingtaine d'ambassadeurs russes en Afrique adressant leurs félicitations pour cette journée a été réalisé²², accompagné d'un discours de Lavrov et des félicitations de Poutine.

L'argument politique

La Russie invite l'Afrique à participer au « nouveau monde multipolaire » ou au « nouvel ordre mondial » qu'elle promeut. À cette fin, deux documents-clés ont été diffusés quasiment simultanément sur les « murs » Facebook des ambassades russes en Afrique : *Concept de la politique étrangère de la Fédération de Russie*, publié le 31 mars 2023 et *La vision d'un monde multipolaire. Le facteur civilisationnel et la place de la Russie dans l'ordre mondial émergent*²³. Dans cette perspective, chaque déplacement, chaque forum international²⁴, chaque rencontre ou entretien téléphonique de Poutine ou Lavrov avec

22. Voir « Russia MFA: Russian Embassies across the African Continent Join the Celebrations on Africa Day! », Interplanetary Television, disponible sur : www.facebook.com.

23. « Concept de la politique étrangère de la Fédération de Russie », ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, 31 mars 2023, disponible sur : <https://mid.ru>.

24. Réunion du Conseil économique suprême de l'Eurasie, Forum Russie-Afrique sur les technologies de l'information, Forum économique international de Saint Pétersbourg, etc.

des chefs d'État connus (Modi, Lula, Assad, Erdogan, Mohammed ben Salmane, Xi Jinping, etc.) est diffusé sur les comptes sociaux des ambassades. On note la visite de Lavrov au Kazakhstan sur la page de l'ambassade russe en Zambie ou les photos de l'ambassadeur russe en Namibie serrant la main de son collègue du Venezuela. La publicité autour de ces échanges sert autant en politique intérieure qu'en politique étrangère : sur la scène internationale, la Russie apparaît ainsi comme un acteur important et loin d'être isolée, contrairement à ce que la « désinformation occidentale » prétend.

L'argument de la coopération

Malgré le conflit, les autorités russes poursuivent leur ambitieuse politique de coopération en Afrique, notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la culture. Peu de temps après le déclenchement de la guerre en Ukraine, les ambassades russes ont diffusé le lancement d'une plateforme numérique « Éducation en Russie »²⁵ pour s'inscrire aux bourses d'études de la Fédération de Russie. Dans le cadre de coopération universitaire, les cours de langue russe se multiplient ainsi que les appels à s'inscrire à l'université russe de l'Amitié des peuples Patrice Lumumba. Les autorités russes annoncent doubler les bourses pour les étudiants africains, misant ainsi sur leur appétence pour les formations à l'étranger. Par ailleurs, les autorités russes promettent des livraisons d'engrais et de produits alimentaires et font des dons (fourniture d'hélicoptères civils au Zimbabwe en 2023, d'un laboratoire et d'équipements médicaux au Burundi lors de la visite de Sergei Lavrov). Elles continuent de discuter de projets d'investissement et d'échanges (notamment en proposant du pétrole à bas prix) comme si l'imposition de sanctions économiques massives n'avait rien changé²⁶.

L'argument idéologique

Après l'adoption des *Fondements de la politique d'État pour préserver et renforcer les valeurs spirituelles et morales traditionnelles russes*, un discours de Poutine en mars 2023 faisant du traditionalisme une valeur commune entre l'Afrique et la Russie a été traduit et diffusé sur toutes les plateformes des ambassades russes en Afrique :

« La Russie et l'Afrique défendent les normes morales et les fondements sociaux traditionnels de leurs peuples et résistent à l'idéologie néocoloniale imposée de l'extérieur. D'ailleurs, de nombreux pays d'Asie, du Moyen-Orient et d'Amérique latine adhèrent à des positions similaires et, ensemble, nous constituons la majorité mondiale. J'ai répété à maintes reprises que notre pays est déterminé à poursuivre la construction d'un partenariat stratégique avec nos amis africains, dans le plein sens du terme. Nous sommes prêts à façonner ensemble l'agenda mondial, à travailler ensemble pour renforcer des

25. Disponible sur : <https://education-in-russia.com>.

26. « Signature à Brazzaville de cinq nouveaux accords de coopération Congo-Russie », VOA/AFP, 24 septembre 2022.

relations interétatiques justes et équitables et à améliorer les mécanismes d'une coopération économique mutuellement bénéfique ».²⁷

À ce titre, la Russie se pose depuis l'époque de l'URSS en « défenseur », sinon héraut de l'Islam dans le monde. Elle se présente comme une « nation multiculturelle » où chaque religion vit en paix et, dans les pays d'Afrique à majorité musulmane, chaque fête religieuse musulmane donne lieu à des félicitations sur les pages des ambassades russes. En outre, des commentaires d'officiels russes mettent en avant et dénoncent des actes antimusulmans perpétrés (imaginaires et/ou réels ?) dans des pays occidentaux. Ainsi, Guennadi Askaldovitch, représentant spécial du ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie pour la coopération en matière de respect du droit à la liberté de religion, dénonce l'islamophobie en Europe à la suite des autodafés de Coran en Suède. La porte-parole du ministère des Affaires étrangères russe accuse également des militaires ukrainiens d'avoir brûlé des Corans.

Les efforts médiatico-diplomatiques pour consolider la RussAfrique en temps de guerre n'ont cependant pas permis d'inverser le rapport de force diplomatique en mobilisant les pays africains. Le 23 février 2023, un an après le début de l'invasion russe de l'Ukraine, l'Assemblée générale des Nations unies a de nouveau voté massivement pour le retrait des troupes russes. De manière très révélatrice, le nombre de voix en faveur de la résolution (141 sur 193 pays) est exactement le même que lors du premier vote, il y a un an, le 2 mars 2022.²⁸ Parmi les 16 pays qui ont modifié leur vote – ou leur présence – par rapport au vote de mars 2022, plus de pays africains ont pris position contre la Russie en 2023 : Madagascar, le Maroc et le Soudan du Sud ont finalement voté pour la condamnation de l'invasion russe, après s'être abstenus ou avoir été opportunément absents en 2022. Lors du vote le 23 février 2023, le Mali qui s'était abstenu en 2022 s'est prononcé en faveur de la Russie et le Gabon a quitté le camp du « pour » le retrait des troupes russes et s'est abstenu. À ce titre, sur le continent, le bloc abstentionniste est surtout constitué de pays d'Afrique australe qui ont connu une décolonisation violente à laquelle a succédé la longue période de la lutte contre l'apartheid soutenue par Moscou. Bien que grâce au droit de veto russe au Conseil de sécurité la résolution de l'Assemblée générale de l'ONU n'ait qu'une valeur symbolique, elle n'en reflète pas moins un rapport de force diplomatique et la légère perte d'influence de la Russie sur le continent. Si dans l'ensemble la RussAfrique tient bon, des craquelures apparaissent bel et bien au bout d'un an de conflit. À ce titre, l'enjeu du nouveau sommet Russie/Afrique est de démontrer qu'au contraire l'influence internationale du Kremlin sur le continent se maintient, voire s'étend. Cette nouvelle démonstration de force diplomatique sera donc jugée à l'aune de sa participation africaine : en ces temps de guerre, y aura-t-il plus ou moins de 43 chefs d'État et de gouvernement africains à Saint-Pétersbourg ? Plus que le nombre d'accords

27. « Poutine : l'Afrique deviendra l'un des leaders créateurs du nouvel ordre mondial », *Cameroon Voice*, 20 mars 2023.

28. L. Vincent, « Guerre en Ukraine : comment quatre pays africains ont fait évoluer leur vote à l'ONU », RFI, 24 février 2023.

de coopération signés, le nombre de participants de marque sera le critère de succès ou d'échec de ce second sommet Russie/Afrique. De ce fait, nonobstant leurs propres objectifs, les dirigeants africains présents à Saint-Pétersbourg joueront le rôle de faire-valoir du Kremlin.

Thierry Vircoulon est chercheur associé à l'Ifri. Ancien élève de l'École nationale d'administration (ENA) et titulaire d'un master en science politique de la Sorbonne, il a travaillé pour le Quai d'Orsay et la Commission européenne et a été directeur Afrique centrale pour International Crisis Group. Il a vécu en Afrique du Sud, au Kenya et en République démocratique du Congo.

Comment citer cette publication :

Thierry Vircoulon, « La RussAfrique à l'épreuve de la guerre », *Briefings de l'Ifri*, Ifri, 25 juillet 2023.

ISBN : 979-10-373-0741-5

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

© Tous droits réservés, Ifri, 2023

Couverture : © Shutterstock



27 rue de la Procession
75740 Paris cedex 15 – France

lfri.org

